

Brochure n° 3081

Conventions collectives nationales

**INDUSTRIES DE CARRIÈRES
ET DE MATÉRIAUX**

IDCC : 87. – **Ouvriers**

IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**

IDCC : 211. – **Cadres**

ACCORD DU 20 SEPTEMBRE 2006

**RELATIF À LA VALORISATION DES CQP DE LA BRANCHE CARRIÈRES
ET MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION**

NOR : ASET0651122M

Entre :

L'union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (UNICEM), agissant tant pour son compte qu'au nom et pour le compte de la fédération de l'industrie du béton, du syndicat des fabricants d'isolants en laines minérales manufacturées, de l'association syndicale professionnelle minéraux industriels France pour ce qui concerne exclusivement les producteurs de silice pour l'industrie,

D'une part, et

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT,

D'autre part,

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux de la branche « carrières et matériaux de construction » reconnaissent tout l'intérêt du dispositif conventionnel des certificats de qualification professionnelle (CQP) mis en place dans la branche.

Ils soulignent les résultats satisfaisants, tant du point de vue quantitatif que quantitatif, des résultats obtenus depuis leur mise en place, et confirment leur volonté d'en poursuivre le développement.

Se référant à l'accord national professionnel du 11 juin 1993, les parties signataires ont estimé nécessaire de valoriser dans les classifications professionnelles les CQP obtenus par la voie de la formation professionnelle ou par la validation des acquis de l'expérience.

Elles ont en conséquence convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Reconnaissance des CQP dans la classification des ouvriers

Tout salarié ayant obtenu un CQP

- soit à l'issue d'une formation professionnelle ;
- soit dans le cadre d'une démarche de validation des acquis de l'expérience menée en application de l'accord national professionnel du 27 novembre 2002,

et qui occupe l'emploi correspondant au CQP qu'il a obtenu, bénéficie de plein droit de la garantie minimale de classification suivante :

CQP	CLASSIFICATION
Pilote d'installation de traitement	Catégorie IV, OHQ, coefficient 200
Pilote d'installation automatisée	Catégorie IV, OHQ, coefficient 200
Agent technique de marbrerie	Catégorie III, échelon a, OQ 1, coefficient 160
Technicien de pose de revêtement en roche naturelle	Catégorie III, échelon b, OQ 2, coefficient 170
Agent de préfabrication de l'industrie du béton	Catégorie III, échelon b, OQ 2, coefficient 170
Conducteur d'engins en carrière : – 2 engins – 3 engins	Catégorie III, échelon a, OQ 1, coefficient 160 Catégorie III, échelon b, OQ 2, coefficient 170
Agent de précontrainte	Catégorie III, échelon b, OQ 2, coefficient 170
Mouleur-finisser	Catégorie III, échelon a, OQ 1, coefficient 160
Monteur-armaturier	Catégorie III, échelon a, OQ 1, coefficient 160
Chef d'équipe de l'industrie du béton	Chef d'équipe, 1 ^{er} niveau, 2 ^e échelon, coefficient 200
Graveur décorateur sur pierre	Catégorie III, échelon c, OQ 3, coefficient 185

Article 2

Reconnaissance des CQP dans la classification des ETAM

Tout salarié ayant obtenu un CQP

- soit à l'issue d'une formation professionnelle ;
- soit dans le cadre d'une démarche de validation des acquis de l'expérience menée en application de l'accord national professionnel du 27 novembre 2002,

et qui occupe l'emploi correspondant au CQP qu'il a obtenu, bénéficie de plein droit de la garantie minimale de classification suivante :

CQP	CLASSIFICATION
Agent technique de centrale	Niveau II, degré 4, coefficient 200
Technicien de laboratoire	Niveau III, degré 1, coefficient 220
Chef de carrière	Niveau III, degré 2, coefficient 240
Conseiller en marbrerie et services funéraires	Niveau III, degré 1, coefficient 220
Animateur prévention-sécurité (granulats)	Niveau III, degré 2, coefficient 240

Article 3

Dispositions communes aux ouvriers et aux ETAM

Dans l'hypothèse où le salarié n'occupe pas immédiatement l'emploi correspondant au CQP qu'il a obtenu, pour des raisons indépendantes de son propre fait, il conserve sa classification professionnelle jusqu'au moment où il occupe l'emploi correspondant au CQP.

Il bénéficie néanmoins du salaire minimal conventionnel correspondant au coefficient immédiatement inférieur à celui du CQP obtenu, puis, à l'issue d'une période de 12 mois au maximum, du salaire conventionnel correspondant au CQP obtenu. Ce délai de 12 mois est ramené à 6 mois pour les CQP relevant d'un coefficient inférieur à 220. Dans le cas d'un CQP obtenu par la VAE, le salarié bénéficie immédiatement du salaire conventionnel correspondant au coefficient du CQP obtenu.

En outre, le salarié déjà présent dans l'entreprise lors de l'obtention du CQP conserve sa position hiérarchique si celle-ci est plus élevée que la garantie minimale de classification définie par le présent accord.

Article 4

Dispositions relatives à la valorisation des nouveaux CQP

La classification minimale garantie aux titulaires de CQP créés postérieurement au présent accord sera déterminée par la commission paritaire

nationale de l'emploi des carrières et matériaux de construction à partir d'éléments d'appréciation qui lui seront fournis par le conseil de perfectionnement de la formation continue et formalisée par un accord collectif.

Article 5

Champ d'application

Le champ d'application du présent accord est identique à celui des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 6

Entrée en vigueur

Les dispositions du présent accord entreront en vigueur le premier jour du mois suivant la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Article 7

Durée

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 8

Révision et dénonciation

Le présent accord a un caractère impératif. Il ne peut pas y être dérogé par un accord d'entreprise, sauf si ce dernier est plus favorable aux salariés.

Il pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail.

Article 9

Dépôt. – Extension

Le présent accord est en fait un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties contractantes et déposé dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du conseil des prud'hommes.

Fait à Paris, le 20 septembre 2006.

(Suivent les signatures.)